~~FRC 2. 11607. 1~~

12/11

DISCOURS

DU

PROCUREUR DU ROI

Unfort

DE LA

MAITRISE PARTICULIERE

Case

FRC

17820

DES EAUX ET FORÊTS
DE GUIENNE,

*SUR la matière des Eaux & Forêts, en
forme de doléances, pour être remis à MM. les
Députés de la Sénéchaussée aux Etats Géné-
raux, en vertu de l'Arrêté de la Maîtrise,
du 7 du mois de Mars 1789.*

MARS 1789.

THE NEWBERRY
LIBRARY

DISCOURS

DE

LE GÉNÉRAL DU LOY

DE LA

ÉTAT DE LA NATION

PAR LE GÉNÉRAL DU LOY

DE LA NATION

PAR LE GÉNÉRAL DU LOY
DE LA NATION
DE LA NATION
DE LA NATION
DE LA NATION

PAR LE GÉNÉRAL DU LOY

DE LA NATION

EXTRAIT DES REGISTRES
DE LA MAITRISE PARTICULIERE
DES EAUX ET FORÊTS
DE GUIENNE.

AUJOURD'HUI, septième du mois de Mars 1789, étant extraordinairement rassemblés dans la Chambre du Conseil, Messieurs Guyet de Laprade, Maître Particulier; Raymond Lafourcade, Lieutenant; & Labesse, Garde-Marteau, est entré M^e. Dufort, Avocat, propriétaire de la charge de Procureur du Roi, & en remplissant les fonctions; lequel a dit :

MESSIEURS,

Les Citoyens de Bordeaux sont rassemblés pour délibérer sur les sujets des plaintes, do-

léances & réclamations que la Ville doit porter à l'Assemblée générale de la Sénéchaussée, afin de les insérer dans les cahiers qui annoncent le vœu certain des habitans; & sans doute, MESSIEURS, ils porteront leurs vues sur les abus de tous les genres que l'arbitraire a occasionnés dans l'Administration & dans la Législation.

Mais comment se flatter de rassembler ce vaste ensemble de connaissances nécessaires pour embrasser tous ces objets, en développer les régimes, séparer le bon du mauvais, pour laisser subsister le premier & retrancher l'autre; car il ne faut pas, MESSIEURS, se laisser aller à cette idée d'un bien absolu; il est presque aussi impossible en morale qu'en physique.

Tout détruire pour tout renouveler, dans l'espérance de tout rendre dans un état de perfection, est une de ces idées aussi dangereuse par son *impolitique*, qu'elle serait à craindre dans son exécution, quand même il ne s'y trouverait d'autre inconvénient que de détruire les idées reçues, anéantir les connaissances acquises, & procurer une commotion, suite nécessaire des grandes innovations.

Un de ces hommes dont le génie étendu & sublime a préparé les révolutions dont nous

sommes les heureux témoins, a dit avec bien de la raison, sous des vues politiques, qu'il vaut mieux supporter un mal médiocre que de chercher le plus grand bien, parce qu'il est possible que, manquant son but, on tombe dans le plus grand mal, l'état de perfection absolue étant impossible dans le cours des choses humaines.

C'est donc à réformer que l'on doit s'attacher & non pas à détruire. Et qui mieux qu'un composé de l'élite des Citoyens, dont le choix seul est l'annonce de leur probité & de leurs connaissances, peut s'occuper à chercher des moyens d'amélioration sur tous les objets qui vont fixer l'attention de notre Assemblée nationale ?

Pour parvenir à ce but d'une manière aussi utile que facile, il me semble qu'il devrait bien être permis à chacun de faire connaître les abus qu'il a remarqués dans les parties qui ne sont pas celles de son état; mais qu'il faudrait sur-tout que chacun s'attachât à celles qui doivent lui être les plus familières, celles qui sont, pour ainsi dire, tous les jours dans ses mains : *les abus que lui présente le régime de sa profession*. C'est là, vraiment, que l'on peut décider avec connaissance de cause; car, il ne faut pas s'y tromper, le Magistrat &

le Jurisconsulte sont ceux qui ressentent le plus les vices qui peuvent se trouver dans la Législation; le Négociant ceux du Commerce, & ainsi des autres.

C'est par cette méthode seule qu'on parviendra à former une collection précieuse des abus à corriger & une masse de connaissances propre à atteindre ce but.

Nous présumons, MESSIEURS, que formant un Corps autorisé dans l'Etat, vous seriez invités à cette Assemblée populaire, où l'esprit & la lettre des réglemens paraissaient vous appeler. Vous y auriez porté, MESSIEURS, vos vues sur les abus de tous les genres : mais vous auriez sur-tout fait connaître le bien que peut produire le régime des Eaux & Forêts, la nécessité même; vous auriez développé le mal que fait son inexécution, & les motifs qui l'occasionnent; enfin, vous eussiez chargé les Députés de la Province de vos plaintes, & de vos vœux pour le bien public.

Par quelle fatalité les Corps de Magistrature paraissent-ils donc en avoir été exclus? Quel ensemble de Citoyens pouvait y présenter cependant des vues plus utiles?

Gardérons-nous un lâche silence, dans ce moment où tous les Citoyens élèvent leurs voix, & lorsque l'ignorance, l'intrigue & la

cupidité ont été les seules causes des attaques violentes qui nous ont été faites ? Non, MESSIEURS ; quoique pénétrés de notre insuffisance, nous avons cru devoir vous présenter quelques réflexions : elles ne se porteront pas sur l'ensemble des abus qui motiveront sûrement les doléances générales de la Province ; mais nous nous bornerons à la partie à laquelle nos fonctions nous attachent. Elle est peut-être une des plus intéressantes, comme une des moins connues : celle des Eaux & Forêts. Nous demanderons sur-tout qu'on ne juge pas avec légèreté un régime aussi ancien que la Monarchie.

Nous le disons avec peine, MESSIEURS, mais nous ne pouvons nous empêcher de le dire : combien nous sommes étonnés de voir le petit nombre d'hommes qui aient des connaissances acquises dans une partie dont les relations sont si nécessaires avec tous les individus, par la chasse, la pêche, la navigation & l'agriculture.

Faut-il un régime pour cette partie ? Quels sont les abus qui existent dans son administration ? Quel serait le moyen d'y remédier ? Tels seraient les objets que nous devrions vous présenter ; mais la brièveté du tems, la presse des circonstances nous ont fait réduire à des aperçus rapides.

Si l'exemple de tous les peuples, même de ceux dont la sagesse a été l'objet de l'émulation & de l'admiration de tous les tems, tels que les Grecs, les Romains, les Vénitiens, &c. (1), n'était une preuve certaine de la nécessité d'une administration particulière pour les Eaux & Forêts, l'énumération des objets que cette juridiction embrasse, en ferait assez sentir l'utilité. La navigation intérieure, les canaux de dessèchement, les moulins, la pêche, *pour les Eaux*; les bois, les communaux, la chasse, *pour les Forêts*, présentent des objets presque tous d'un besoin si absolu, que la nécessité d'une police exacte pour leur inspection & leur conservation, ne peut pas être mise en problème.

Aussi les monumens les plus anciens de notre histoire attestent que, de tous les tems, la France a eu une administration particulière pour cette partie, dont la marche & le but ont varié avec l'accroissement des lumières & le changement dans les systèmes politiques.

Les Capitulaires présentent les Officiers des Eaux & Forêts sous le double aspect d'Of-

(1) Voyez Plutarque, Vie de Themistocle; Tite-Live, liv. 9, decad. 4; Aristote, liv. 6, Polit. c. 8; & liv. 7, c. 12; Suetone, *in Julian. Cæs.* c. 19, P. Crinitus.

ficiers d'administration, & Juges. Alors il leur était prescrit d'empêcher l'accroissement & la formation des Forêts. L'inspection des objets domaniaux sur tout ce qui était relatif aux bois & aux eaux, chasse, pêche . . . , le jugement des délits & malversations qui s'y commettaient leur étaient exclusivement dévolus. Alors il n'y avait point de police sur ces objets, comme appartenant aux particuliers : presque toute la France était un domaine de la Couronne.

La décadence de la seconde race de nos Rois changea le régime de la France. Les Comtes, les Ducs, les Barons, députés pour la conservation du Domaine, s'emparèrent, à titre de propriété, de ce qu'ils n'avaient qu'à titre de bénéfice; les droits régaliens même furent en partie envahis; cependant le Roi conserva toujours sous sa main l'administration des Eaux & Forêts (1); lui seul peut établir des Juges pour cette partie, & il a toujours été de principe, conservé d'âge en âge, que les Seigneurs particuliers, ni les grands vassaux de la Couronne, ne pouvaient établir des Juges pour les Eaux & Forêts dans leur domaine, qu'avec une concession expresse du Roi.

(1) Philippe-Auguste, Gisors, 1219; Louis VIII, Montargis, 1223.

Ainsi, tantôt réduits au domaine de la Couronne, tantôt connaissant de la partie des Eaux & Forêts qui était étrangère à ce domaine, les Officiers des Eaux & Forêts eurent à-peu-près une juridiction arbitraire. Charles-le-Sage, dans cette fameuse Ordonnance (1) faite dans les troubles de sa régence, pendant la captivité du Roi Jean son père, les astreignit à ne connaître que des objets domaniaux, à moins que volontairement les Parties ne les nantissent de juridiction.

Les malheurs du règne de son successeur, les troubles de celui de Charles VII, le occupations de Louis XI, le court règne de Charles VIII, l'ordre dans lequel tout rentra, pour ainsi dire, de soi-même, sous le règne de Louis XII, ne nous ont pas laissé, dans cet intervalle, de monumens intéressans pour la partie des Eaux & Forêts.

Mais sous le règne de François 1^{er}, les suites funestes des guerres d'Italie, qui portèrent le désordre dans tout le Royaume, la renaissance des Lettres, qui fit connaître les moyens les plus faciles d'y remédier, l'esprit d'ordre de ce Prince fait pour être Législateur sans les malheurs où l'entraîna sa bravoure, & sans son penchant au despotisme, ouvrirent un nou-

(1) L'Ordonnance de 1356.

vel ordre de choses : toutes les parties de l'administration du Royaume furent recherchées ; on travailla , avec le plus grand soin , sur tout ce qui était relatif aux Eaux & Forêts.

La découverte de l'Amérique avait changé les idées politiques ; une plus grande population , le sentiment de la nécessité d'un commerce intérieur , qui seul pouvait alimenter le grand commerce maritime qu'on ne faisait encore qu'appercevoir , firent établir des réglemens sages pour la conservation des rivières ; presque tous furent puisés dans les principes de la Loi Romaine.

Alors fut sentie la nécessité d'une police plus exacte pour la conservation des bois. Là , furent établies ces Lois qui défendaient les défrichemens jusqu'alors encouragés ; alors enfin , les gens de main-morte furent assujétis pour leurs bois à des réglemens : une partie dut en être laissée en réserve. On sentit qu'usufruitiers de leurs biens , il fallait mettre des entraves à la cupidité de la jouissance , pour des objets qui formaient des capitaux , & que l'Etat devait toujours trouver dans cette masse énorme de bois , un secours assuré pour la Marine naissante , mais dont on sentait la nécessité.

Alors aussi furent renouvelées ces Lois sur la chasse , dont le but est utile , & les circons-

tances des tems firent attacher à de petits délits , des peines qui , par leur comparaison avec eux , pouvaient paraître atroces , afin d'empêcher , sous le prétexte de la chasse , les déprédations des compagnies réformées.

Le génie fiscal de Henri II se porta sur tout.

La vénalité fut établie pour les Offices des Maîtrises. Il en fut créé un Tribunal dans toutes les Jurisdiccions royales , composé d'un Maître particulier , d'un Lieutenant , d'un Procureur du Roi , & d'un Greffier. On joignit même à leurs fonctions celles de la voierie.

Cette nouvelle érection de tant de Tribunaux pesa énormément sur la tête du Peuple. Tous les Officiers des Maîtrises , comme émanés , dès leur première origine , des commensaux de la maison du Roi , étaient exempts de tailles ; & dans un moment où les crues augmentaient à l'arbitraire , cette exemption était bien greveuse pour le Peuple : aussi , aux Etats d'Orléans , la Nation demanda la réformation de tous les Tribunaux qui avaient ces exemptions ; tels que les Officiers du Trésor , Maréchaussée , Eaux & Forêts , Trésoriers de France , Amirautés , &c.

On renvoya pour statuer sur ces demandes (1). Les Tribunaux des Eaux & Forêts

(1) Ordonnance d'Orléans , art. 35.

furent réduits; leurs Officiers furent privés de l'exemption des tailles (1), & il ne parut plus contre eux d'autre réclamation que celle des main-mortes, qui tendant toujours à se soustraire à une inspection aussi greveuse pour eux que nécessaire pour les bénéfices mêmes, & pour l'Etat, n'ont jamais cessé de donner des assauts à la Jurisdiction à laquelle ils se sentaient soumis.

Les troubles des guerres de religion replongèrent tout dans l'anarchie. Enfin Henri IV fut paisible & tranquille possesseur du Royaume. Ses vues se portèrent d'abord sur l'administration de l'Etat. Sa grande ame, réunie à celle de Sulli, chercha à tout revivifier; & la partie des Eaux & Forêts fut celle dont il crut devoir s'occuper la première : *après avoir pacifié son Royaume, comme étant la principale partie d'icelui & de son domaine.* Tel fut le but de l'Edit de réformation générale, rendu en 1597.

Depuis cet Edit, marqué aux caractères de sagesse, de grandeur & d'amour du bien public, de Henri IV & de Sulli, il n'y eut que des modifications, des extensions, des restrictions, & des réformations particulières, pour les Eaux & Forêts, jusqu'au règne de Louis XIV, & au Ministère de Colbert.

(1) Ordonnance de 1583, art. 8.

Les guerres civiles du règne de Louis XIII, & sur-tout celles de la minorité de Louis XIV, avaient tout confondu, & Louis XIV voulut tout réformer. La partie des Eaux & Forêts fut encore la première sur laquelle Colbert fit porter ses yeux. Vingt-un Commissaires du Conseil furent envoyés dans les Provinces, pour s'instruire dans cette matière que la simple théorie n'apprend pas, que des études longues & assidues, mêlées de la pratique, peuvent seules enseigner; & ce fut après le résultat de huit années de travaux, de recherches, & d'applications de ces Commissaires, que sur leurs Mémoires fut rédigée l'Ordonnance de 1669.

Que d'éloges n'en fit-on pas à cette époque? On la regarda comme le chef-d'œuvre de la raison humaine & de la politique. Elle présente, dans les dispositions relatives aux bois du Roi, les moyens de conserver, d'améliorer même le Domaine de la Couronne, de lui faire rapporter le plus de revenu possible, en conservant en massif de futaie des capitaux bien précieux pour l'Etat.

Les dispositions relatives aux bois des Communautés ecclésiastiques & laïques mettant des entraves à la cupidité d'un usufruitier, en faveur de la propriété, offrent des ressources assurées pour des accidens fortuits, pour le

bénéfice & l'existence certaine d'une masse d'arbres de futaie, toujours en état de fournir au service de la Marine.

A ces mêmes vues qui motivent les dispositions pour les biens de toute espèce des Communautés laïques; se joignent des moyens d'assurer les usages généraux si nécessaires, d'empêcher les abus particuliers des usages si ordinaires & des empiétemens si faciles.

Les dispositions qui concernent les bois des particuliers, laissent une liberté raisonnable au propriétaire, mais combinée avec l'utilité publique que présentent les bois pour la construction, pour les bâtisses, & pour les besoins, non moins indispensables, du chauffage.

Les anciennes Ordonnances sur la chasse, refondues & modifiées, en conservaient le droit comme domanial pour le Roi, le laissaient à titre de droit honorifique pour le Seigneur haut-Justicier, utile pour les Seigneurs de fief. La Police, sur cette partie, prévenait la destruction du gibier, pour conserver au luxe de la table un aliment précieux; en s'opposant au braconnage, cette Police réservait un plaisir aussi innocent qu'agréable à ceux pour qui leur état & leur rang le rendaient permis, en même tems qu'elle empêchait de se livrer à cet exercice ceux qu'il aurait pu enlever à des travaux utiles ou nécessaires.

Mais c'est sur-tout dans les dispositions relatives aux Eaux qu'on devait admirer la sagesse de l'Ordonnance. Avec quelle prévoyance elle établit, dans le seul titre de la police des rivières, l'extrait de toutes les Lois utiles de tous les Peuples, sur cette partie? L'entretien des rivières, la sûreté, la facilité du commerce intérieur; cette immensité de droits de péage, qui en gênaient la circulation, détruits ou restreints aux formes les plus étroites; enfin, la police, sur cette partie, mettant à même d'empêcher les exactions des Matelots, de veiller à leur sûreté même, à celle des denrées, en leur assurant un prompt, un libre débouché: tel en est le résultat.

Les Lois de la police la plus exacte sont établies pour la pêche. Qu'elles soient observées, & les brigandages sur les rivières n'existeront plus: l'espèce du poisson, loin d'être détruite, fournira toujours, avec une égale abondance, à la reproduction d'un des plus précieux dons de la Providence!

Les recuremens des ruisseaux, des fossés publics, & de ceux qui y aboutissent, influe singulièrement sur l'abondance des récoltes, & sur la salubrité de l'air. Ils procurent une conduite plus assurée des eaux aux grands ruisseaux,

seaux , & successivement aux rivières ; à celles-ci , pour la facilité de la navigation ; à ceux-là , pour le service , non moins essentiel , des moulins qui y sont si nombreux & si nécessaires.

Les Lois de la police , relatives aux moulins , fournissent les moyens d'empêcher que , sous le prétexte de retenir une plus grande quantité d'eau , ils ne s'engorgent mutuellement , qu'ils n'inondent les possessions voisines , enfin ne deviennent nuisibles à la navigation , où même au flottage.

Tels sont les objets d'administration , de police & de juridiction que présente l'ensemble du régime des Eaux & Forêts ; ils sont tous essentiellement liés au bien général de l'Etat & à l'utilité particulière des individus qui le composent. La connaissance de ses Lois eut dû être regardée comme une des plus nécessaires , non seulement pour tout administrateur , pour tout économiste , mais même pour tout propriétaire , pour tout agriculteur.

Elle forme l'ensemble le plus complet d'un Code rural : aussi cette société , composée de ces hommes si estimables , qui , guidés par les vues du bien public , ont consacré leurs veilles & leurs travaux à donner des leçons d'agriculture , les Auteurs de la Maison rustique y ont extrait toutes les Lois forestières , avec

autant de sagacité que de clarté. Ce Livre précieux peut être regardé comme un des meilleurs Auteurs, pour la partie des Eaux & Forêts.

Nous l'avons déjà dit, cette Ordonnance fut toujours regardée comme le chef-d'œuvre de la raison & de la politique.

Semblable à l'Ordonnance de la Marine, elle eut la gloire d'étendre son empire sur les Puissances voisines. Presque toutes se hâtèrent d'en adopter les dispositions; & postérieurement, le bon Roi de Pologne, Duc de Lorraine, Stanislas, tâcha d'assimiler l'administration des Eaux & Forêts de ses Etats à celle de la France, autant que les circonstances locales & le génie national purent le permettre.

Combien on avait pris de précautions pour que les Officiers qui devaient veiller à l'exécution de cette Loi, fissent leur devoir. D'un côté, on leur présentait la perspective de l'honneur & des récompenses; de l'autre, l'infamie la plus sévère & les punitions; s'ils devenaient prévaricateurs.

Assujétis à la juridiction des Grands-Maîtres, pour la partie de l'administration, ils ne devaient recevoir le paiement de leurs gages que sur des certificats d'un service assidu.

Les Officiers n'eurent aucun droit de se taxer

eux-mêmes pour leurs vacations, pour la partie de l'administration; & ils furent astreints à recevoir leur taxe du Grand-Maître.

Créés à l'instar des Sénéchaux, les Tribunaux des Maîtrises sont encore, dans la partie du contentieux, assujétis à l'inspection & à la surveillance des Cours supérieures.

Qui eût pu penser que d'après un pareil régime cette partie si essentielle languirait encore : mais tel est le sort des Lois de police, presque toujours elles trouvent des obstacles, par proportion de leur utilité.

Les Officiers des Maîtrises rencontrèrent par-tout des entraves accablantes dans l'exercice de leurs fonctions. Dans les Pays d'Etat, les Administrateurs des Provinces, fâchés de n'avoir aucune inspection sur cette partie, toute confiée à des Officiers qu'ils regardèrent comme ministériels, semèrent les difficultés sur leurs pas.

Dans les Pays où les Intendans étaient tout, la partie brillante de l'administration fut toujours l'objet de leur ambition; & tout leur ascendant fut employé ou à l'englober dans leur immense juridiction, ou à rendre celle des Maîtrises odieuse ou nulle.

Le génie fiscal vint encore se joindre pour

porter plus de trouble. Les Edits burfaux de 1707 & 1708, en établissant des Juges gruyers dans toutes les Justices seigneuriales, modifiant, étendant, expliquant les pouvoirs qu'ils leur attribuaient, jetèrent dans le régime une confusion mal réparée par la Déclaration de 1715, qui chercha à y rétablir l'ordre, en rappelant les principes de l'Ordonnance de 1669.

Toujours la brigade & la sollicitation cherchèrent à sauver les délinquans; souvent le pouvoir d'un grand nom rendit les délits impunis, en en imposant aux Officiers des Maîtrises: trop souvent même, & on le dit à regret, on fit servir le pouvoir confié par la Loi à leurs Supérieurs pour les inspecter & pour exciter leur vigilance, à l'enchaîner & à empêcher l'exercice de leur police.

A toutes ces difficultés de détail se sont jointes encore des injustices ministérielles. Les Officiers des Maîtrises, obligés à des chevauchées dispendieuses, autrefois exempts d'impositions, ensuite devant être taxés modérément d'office par les Intendans, ont trouvé en eux des Juges partiiaux, qui ont fait peser les impositions sur leur tête, à l'égal des autres Citoyens & des autres Corps. Leurs gages ont été absorbés par les retenues; les

droits de chauffage leur ont été enlevés ; obligés de faire des dépenses dans leurs tournées , sans espoir d'en retirer les frais , que par des verbaux de délits , objet trop fait pour répugner à la délicatesse d'Officiers administrateurs & Juges , il n'ont pas fait avec autant d'exaétitude ces tournées si nécessaires pour la conservation de la police , & ils ont été obligés de s'occuper davantage du contentieux , seul objet qui pût leur donner , & bien imparfaitement encore , l'intérêt d'une finance devenue considérable.

Les Gardes , moins inspectés , sont devenus , en grand nombre , prévaricateurs. La rigueur avec laquelle les Maîtrises ont puni ceux qui ont été dénoncés & trouvés coupables , n'a fait que pallier le mal.

Les Gardes des forêts royales , privés du paiement de leurs gages , n'ont vaqué qu'avec la plus grande négligence à leurs fonctions , & se sont , le plus souvent , payés par leurs mains d'une manière bien nuisible.

Les fonds de amendes , destinés par l'Ordonnance aux réparations & aux augmentations des forêts royales , ont été versés au Trésor royal ; & ces forêts , ressourcées si considérable pour l'Etat , livrées aux seuls soins de la nature , toujours attaquées par les délin-

quans, jamais réparées, ont immensément perdu de leur valeur (1).

Les main-mortes, & principalement les gros bénéficiers, ont toujours cherché à éluder la disposition de la Loi. L'intérêt personnel de la jouissance a multiplié chez eux les délits à l'infini : il en est peu même à qui l'on puisse se borner à faire de justes reproches sur leur négligence pour la conservation de leurs bois.

Depuis quelques années, ils trouvent une bien nuisible facilité pour obtenir la permission

(1) La difficulté d'avoir des fonds, pour ces améliorations, a été portée à un point étonnant. M. le Grand-Maître du département, dans une de ses visites à la forêt royale d'Etoliers ou Blaye, voyant des réparations à faire, d'une indispensable nécessité, fit les avances des frais. Il s'est écoulé plusieurs années avant qu'il put obtenir un Arrêt du Conseil qui ordonnât son remboursement; & encore, pour le paiement, on lui retint un droit de quittance.

Les Officiers de la Maîtrise ont porté leur désintéressement, & l'envie de se rendre utiles, jusqu'à faire à leurs frais des expériences pour le récépage, l'ensemencement & le repeuplement de cette forêt, pour présenter des résultats certains au Ministère, dans leurs Mémoires sur cet objet; & jamais on n'a pu obtenir les moindres fonds pour continuer ces opérations.

de couper les quartiers mis en réserve. Cette sage disposition de la Loi qui exigeait que les visites préparatoires, pour constater la nécessité de la coupe, fussent faites en présence du ministère public, a été supprimée par une décision du Conseil qui s'est exposé, par là, à toutes les surprises. Le verbal d'un Garde suffit pour prouver la justice d'une demande, formée souvent sur les plus frivoles prétextes; & on obtient d'après lui la permission de disposer d'un capital, souvent considérable, qui appartient au bénéfice, & dont les raisons seules, de la plus grande importance, devraient motiver l'exploitation.

La Loi défendait de ne faire ces coupes que sur des Lettres-Patentes assujéties à la vérification des Cours: entrave puissante mise par la Loi à l'avidité des usufruitiers! & la dispense de cette précaution de la Loi est devenue de style dans les Arrêts du Conseil. Il n'a plus demeuré que la formalité du Martelage, qui ne sert que pour la conservation des baliveaux, & qui presque toujours met l'homme de la Loi, la partie publique, dans cette position cruelle de trahir son devoir, ou de compromettre son état & lui-même: son devoir lui imposant l'obligation de former opposition à l'exécution de l'Arrêt qui

permet la coupe , lorsqu'il voit la fausseté des motifs qui l'ont fait obtenir ; & la certitude d'être taxé de témérité , de subir peut-être même les punitions dues à la prévarication , pour avoir suivi les mouvemens de sa conscience , l'oblige d'être le témoin du mal , d'y coopérer , pour ainsi dire , lorsqu'il eût été fait non seulement pour l'empêcher , mais même pour le faire punir.

A cela s'est jointe encore une lenteur étonnante dans l'Administration , pour les décisions relatives aux plaintes des Officiers , sur les objets de police qui lui sont subordonnés.

De là , le découragement nécessaire des Officiers des Maîtrises ; de là , la multiplication des délits qui font craindre , avec trop de raison peut-être , de manquer avant long tems de cette production de première nécessité , & dont la rareté se fait sentir d'une manière si sensible , sur-tout dans les grandes Villes.

Eh , que ne doit-on pas craindre , si la manie des défrichemens continue ! Si les propriétaires ne se soumettent volontairement à la disposition de ces Loix de Police , & ne se rendent justice à eux-mêmes ! Il n'est personne qui ne ressente la nécessité d'une Police sur cette matière , & il n'est aucun propriétaire qui cependant ne regarde comme
une

une infraction au droit naturel , à sa propriété , ces sages Lois de police qui en gênent seulement l'exercice pour son intérêt même. Tous considèrent comme autant de vexations toutes les recherches des Officiers des Maîtrises , & les condamnations prononcées contre eux , quelque mitigées qu'elles soient.

C'est de là que dans les derniers tems il s'est élevé un cri général d'insurrection contre les Maîtrises , d'après la proposition de M. de Calonne de les détruire , d'après la séparation du contentieux , de la partie de l'administration , proposée par M. de Lamoignon.

Des motifs du bien public avaient-ils dirigé les vues de ces Administrateurs ? Il est permis d'en douter , lorsqu'on fait que la haine de M. de Calonne contre le régime était excitée par les entraves que les Grands-Mâtres & les Officiers des Maîtrises avaient mises aux concessions des bois du Roi , qu'il voulait obtenir , ou aux échanges qu'il voulait faire : & M. de Lamoignon a fait de même tout ce qui a dépendu de lui pour obtenir l'échange de la forêt royale de Blaye , près de laquelle il a des possessions immenses , peut-être envahies sur le Domaine par ses auteurs.

Cette forêt donnera , au moment où les coupes seront ouvertes , de 5 à 6000 livres

de revenu; elle est même susceptible des plus grandes augmentations, à raison des terres vaines qui l'environnent; & M. de Lamoignon a proposé cet échange pour les droits d'un péage chargé d'un entretien considérable, & qui ne donne que 150 liv. de revenu (1).

Chacun de ces Administrateurs proposait un régime. M. de Calonne voulait douze Inspecteurs-généraux, à la place des Grands-Mâîtres; vingt-quatre Inspecteurs particuliers dans les Provinces, à la place des Maîtrises. Officiers choisis par le Roi, & n'existant qu'en vertu de commission, ces Inspecteurs devaient continuellement faire des tournées pour constater les délits par leurs procès-verbaux, qui devaient être jugés par une Commission établie à Paris, sous les yeux du Conseil.

L'Assemblée des Notables frémit des suites que pouvait avoir l'arbitraire de ce régime : il fut rejeté.

Mais les Notables firent aussi des imputations d'arbitraire aux Maîtrises. On se plaignit même de la cherté des vacations des Officiers dans le contentieux.

(1) Il est bien à présumer qu'il y serait parvenu, malgré la réclamation de la Maîtrise & du Domaine, si son Ministère eût duré plus long tems.

On se convainquit cependant que les Maîtrises n'étaient pas dispendieuses pour l'Etat, comme le disait M. de Calonne, puisqu'il fut constaté que les capitaux des charges formaient une somme de 13 à 15 millions, capital dont les Officiers des Maîtrises ne retirent pas un pour cent d'intérêt, sans y comprendre les droits de marc d'or, que la mutation d'Officiers procure au Trésor royal.

M. de Lamoignon voulait laisser subsister les Maîtrises pour l'administration & la police, & leur enlever le contentieux. Il présenta ce point de vue, bien desirable sans doute, afin d'éviter par là les conflits de Jurisdiction, & tous les procès sur la compétence. Mais il ne réfléchit pas qu'afin que ce projet, si séduisant dans la spéculation, de n'établir qu'un seul Tribunal chargé de tout juger, fût praticable dans l'exécution, il eût fallu que l'unité des Lois eût précédé l'unité des Tribunaux qu'il proposait. Il ne vit pas que si les matières des Aides, des Gabelles, du Domaine, des Eaux & Forêts, doivent avoir des Lois particulières; s'il n'est pas possible qu'elles soient décidées d'après les Lois du Droit écrit ou coutumier, qui forment la base des jugemens des discussions qui s'élèvent entre les particuliers, il est aussi difficile que les

mêmes hommes pussent rassembler une assez forte somme de connaissances pour embrasser tous ces objets & pour mettre leur conscience à l'abri de tout reproche, en les jugeant, qu'il eût été impossible que la Nation pût avoir la moindre confiance & la moindre estime pour ceux qui eussent été assez peu délicats pour se charger de les juger sans les connaître (1). Il ne vit pas qu'en enlevant aux Maîtrises le contentieux, ils les mettaient dans l'impossibilité de contenir cette police qu'il leur laissait, & dont il reconnaissait l'absolue nécessité.

(1) On a beaucoup parlé de la suppression des Tribunaux *d'attribution*, ordonnée par les *Edits du 8 Mai*. L'on était très-peu d'accord sur la question de savoir si cette suppression était nuisible ou utile. Si l'exemple pouvait servir à décider, celui des Romains, qui, dans les tems les plus brillans de la République, avait, pour ainsi dire, classé les matières & les personnes pour leur donner des Juges séparés, serait, peut-être, de quelque poids.

Les Consuls, les Censeurs, les Préteurs étrangers, les Préteurs urbains, les Ediles, les Questeurs *paritici*, &c. avaient tous une juridiction pour des matières différentes.

Les Législateurs Romains pensaient que ces attributions particulières étaient avantageuses pour les peu-

La police doit consister à prévenir, empêcher & punir les délits ; & c'est cela même qui forme la majeure partie du contentieux. Il ignorait sans doute que ce sont le plus souvent les contestations qui s'élèvent entre les particuliers, qui découvrent les délits, mettent à même de les prévenir pour la suite, & font souvent connaître des objets essentiels sur lesquels l'Ordonnance oblige les Officiers des Maîtrises de veiller avec attention, & que la négligence ou la mauvaise foi des Communautés ou des particuliers laissait

ples, puisque ceux qui en seraient chargés, s'attachant plus spécialement à l'étude de la matière qui leur était attribuée, les jugemens seraient rendus avec plus de connaissance de cause ; & qu'en divisant d'avantage les objets à juger, les contestations dont la durée est ce qui porte le préjudice le plus réel aux plaideurs, seraient plutôt terminées ; au lieu qu'en formant un assemblage nécessairement énorme de matières disparates, à juger dans les mêmes Tribunaux, il est impossible de ne pas y établir une confusion aussi nuisible à la prompt expédition que dangereuse pour les décisions.

Peut-être nous sommes plus instruits & plus sages qu'eux ; cependant *M. de Montesquieu* disait qu'il était bien fort quand il avait pour lui les Romains.

dans un désordre aussi nuisible au bien public, que contraire à la disposition des Loix, & que l'ignorance seule de leur existence aurait perpétué.

Il ne vit pas que par cette suppression il contrariait diamétralement le régime en lui-même, qui suppose une telle nécessité d'un contentieux réuni à l'administration, que les plus anciennes Ordonnances n'avaient pas seulement donné cette juridiction aux Officiers des Maîtrises dans le lieu de leur résidence; mais même contre l'esprit général de la formation des Tribunaux, elle leur a toujours été attribuée en cours de visite, pour qu'ils pussent réprimer les abus dans le moment même où ils en prendraient connaissance, & qu'elles ont cru devoir éloigner de cette partie tout privilège, ou *committimus*, qui pût tendre à soustraire quelqu'un de leur juridiction.

On s'est plaint de la multiplicité des transports des Officiers des Maîtrises, de la cherté de leurs vacations: mais ces plaintes sont-elles fondées? Il y a sans doute plus de transports dans les Tribunaux des Maîtrises que dans les autres, & par la raison que les affaires qui y sont portées roulent quasi toutes sur des questions de fait qui sont du ressort

des yeux, & dans lesquelles les parties requièrent des transports, bien plus souvent encore qu'on ne les ordonne.

On se plaint de la cherté des vacations! Sont-elles donc arbitraires? Ne sont-elles pas fixées par les Réglemens? Sont-elles même plus chères que dans les autres Jurisdiccions?

Dans la Maîtrise de Bordeaux elles sont toujours payées à un taux inférieur à celui du Sénéchal, quoique les Réglemens leur soient communs; & les Maîtrises ne sont-elles pas d'ailleurs comme les autres Jurisdiccions sujettes pour leurs vacations à l'inspection des Cours supérieures (1)?

Ce n'est pas sur les vacations relatives aux objets d'administration que ces plaintes peuvent porter (2); car pour ces objets ils ne

(1) Les vacations des Officiers des Maîtrises, dans les transports, pour les particuliers, se paient 18 liv. par jour, voyage & séjour, pour le Commissaire & le Procureur du Roi; on paie ceux du Sénéchal 24 livres, lorsque les transports se font hors de la Ville.

(2) C'était cependant une des erreurs grossières dans lesquelles était tombé M. de Lamoignon, qui disoit, dans sa Lettre du 29 Juin 1788, à M. le Contrôleur-Général, en réponse au Mémoire des

peuvent rien toucher que sur la taxe des Grands-Maîtres. Il est même rare que leur travail soit payé par proportion au travail, & aux dépenses auxquelles les nécessitent les déplacements & les voyages (1).

C'est cependant par des inculpations pareilles, par des inductions de prévarication que ces deux Ministres ont cherché à jeter de la défaveur sur les Maîtrises, pour détruire le régime avec plus de facilité.

Grands-Maîtres, que les Officiers des Maîtrises confirmaient comme Juges, les taxes qu'ils avaient mises comme Administrateurs.

(1) Lorsque les Officiers des Maîtrises sont obligés de se transporter hors du lieu de leur résidence, pour faire quelques procédures à la requête du Procureur du Roi, la déclaration de 1760 fixe qu'il leur sera payé par le Domaine, par jour, 7 livres 10 sous au Commissaire, & 5 livres au Procureur du Roi, sur un exécutoire visé de M. le Grand-Maître.

La taxe ordinaire sur les objets d'administration pour les Communautés ecclésiastiques ou laïques, faite par M. le Grand-Maître, est de 15 à 18 liv. pour le Commissaire, & de 12 à 15 pour le Procureur du Roi.

Pour les forêts royales, la taxe des Réglemens est 12 livres pour le Commissaire, & 9 liv. pour le Procureur du Roi.

Mais

Mais s'il existait des prévaricateurs parmi les Officiers des Maîtrises, il fallait punir & non pas détruire; & les oppositions que ces Ministres ont trouvées à faire adopter ces projets enfantés par l'ambition & la cupidité, pour enlever au Domaine & à l'Etat le reste précieux des forêts, sont la preuve que les Officiers qui ont osé leur résister, préféreraient leur devoir à la faveur & aux grâces que leur lâcheté leur eût procurées.

Eh ! à quel titre les Officiers des Maîtrises ne jouiraient-ils donc pas de la même confiance, de la même considération, dont jouissent les autres Magistrats inférieurs, avec qui ils partagent les nobles fonctions de rendre la justice ? Serait-ce parce que la partie de l'administration & de la police, dont ils sont chargés, sur des objets aussi essentiels, rend leurs devoirs plus pénibles & plus épineux.

Assujétis, comme ces Magistrats inférieurs, aux mêmes examens, aux mêmes formalités, pour être reçus par les Cours souveraines, ils sont encore sujets à des inspections plus rigoureuses. Ils ne peuvent obtenir leurs provisions que sur un bon du Ministre des Finances, & ce bon n'est accordé que d'après l'avis du Grand-Maitre & de l'Intendant de la Province, d'après les renseignements qu'ils sont obligés

de prendre & de donner sur la capacité ; la naissance , les mœurs , & même la fortune de celui qui se présente , pour remplir une place dans les Maîtrises.

Non , ce n'est point la faute des Officiers , s'il s'est glissé autant d'abus dans cette branche si intéressante de l'administration ; si l'on a pu leur reprocher de la négligence , elle a été forcée par les circonstances où ils se sont trouvés.

Qu'on rétablisse la pureté des principes de l'Ordonnance de 1669 , qu'une foule de Réglemens , souvent contradictoires , a anéantis en partie ! Que l'arbitraire ne se mêle plus dans l'administration des Eaux & Forêts ! Que la Loi décide toujours & pour tous également , & l'on verra renaître tous les biens qu'on avait lieu d'attendre de cette Loi si sage & si politique !

Ce n'est pas qu'on puisse la regarder comme parfaite : la partie de la compétence n'est peut-être pas fixée sur des bases assez certaines , & peut donner souvent lieu à des conflits de juridiction. Peut-être encore les Lois de la chasse sont-elles trop dures , & le changement des mœurs devrait-il opérer des changemens dans cette partie de la Loi ? Qu'on la modifie ; mais qu'on en laisse toujours subsister la base. Qu'on oppose toujours la crainte des

punitions au braconnage, si l'on veut conserver l'espèce du gibier, empêcher une foule d'hommes d'abandonner les occupations utiles ou nécessaires de leur état, pour se livrer à cet exercice, qui devient une passion, & sur-tout qu'on réfléchisse, qu'une trop grande liberté, pour la chasse peut devenir dangereuse pour la tranquillité publique, pour la sûreté personnelle des propriétaires & des chasseurs eux-mêmes, à raison de ces rixes dont on y trouve des occasions si fréquentes.

Qu'en admirant la sagesse des Lois de la pêche & de la navigation, l'on force de tenir la main à leur exécution: mais qu'on considère principalement, avec des yeux d'inquiétude pour l'avenir, la destruction des bois! On s'apperçoit depuis long tems de leur rareté progressive; mais cette progression augmente d'une manière énorme depuis dix ans.

L'immensité des bois de construction qu'il a fallu depuis cette époque, tant pour le service de la Marine royale, que de la Marine marchande, la prodigieuse quantité de mer-rain que l'on a exploité, pour la seule Province de Guienne, ont fait abattre la plûpart de ces antiques forêts qui couvraient encore la partie méridionale de la France.

Le Périgord, qui était tout couvert de bois

de futaie, en ressentira bientôt la disette, par l'exploitation presque générale qu'on en fait & le peu de soin que l'on prend pour qu'ils se reproduisent.

Il en est de même de la haute Gascogne.

L'esprit d'égoïsme, l'espérance d'une jouissance plus rapprochée ont fait desirer de mettre en culture la majeure partie de ces fonds; en sorte que bien loin de prendre des précautions pour les repousses, on a cherché à faire périr les souches pour avoir des moufs apparens de défricher.

Les arrachemens d'une immensité d'arbres épars, les défrichemens qu'on a faits peu-à-peu, & d'une manière insensible, des bois qui se trouvaient sur les lisières des terres cultivées, sont venus encore augmenter cette rareté.

Elle se fera sentir tous les jours davantage, si l'on ne s'occupe essentiellement de cet objet vraiment national.

Cette denrée est devenue si chère, elle est d'un débouché si facile, qu'il ne faut plus compter sur les bois des particuliers, en nature de futaie; ils s'éteindront successivement, & le desir de la jouissance empêchera de les laisser croître de nouveau dans cette nature.

Les futaies royales, celles des Communautés ecclésiastiques & laïques seront bientôt

la seule ressource de l'Etat ; & combien elle sera insuffisante !

Il serait donc bien nécessaire qu'on s'occupât de la reproduction des bois. M. d'Ormesson voulut le faire ; il demanda à la Maîtrise de Bordeaux, en 1783, des renseignemens sur les communaux des Paroisses où l'on pourrait en faire venir. Ces renseignemens furent envoyés ; mais M. d'Ormesson ne fit que paraître au Ministère.

Quelles immenses ressources présenteraient ces communaux, sur-tout dans la Guienne où ils sont si nombreux ? La plupart étaient autrefois en nature de forêt ; ils en conservent encore le germe, qui se reproduit sans cesse de lui-même, malgré que les bestiaux, qui y vaguent continuellement, les détruisent en les broutant dans tous les tems.

Il est cependant encore une partie de la Guienne, qui est bien précieuse par la quantité & la beauté de ses bois : c'est le pays appelé des Lannes, qu'arrosent l'Adour, la Douze & le Lis ; tous leurs bords sont couverts de superbes futaies. L'intérêt du glandage les a seul conservées, à raison du commerce étendu de cochons qui se fait dans cette contrée.

Ce pays, où la régénération des arbres & la rapidité de leur accroissement sont étonnans,

présente un exemple que les dispositions générales des Lois doivent toujours être sujettes à des exceptions particulières. L'aménagement des bois, conformément à la disposition de l'Ordonnance, en taillis de vingt-cinq ans, y deviendrait nuisible : aussi n'y a-t-on pas suivi celui qui fut fait par ordre du Conseil, en 1760.

Mais le régime que ce pays a adopté, quoique conservateur en général, est vicieux & destructeur par le mode. On y laisse toujours les arbres les plus vieux ; on ne coupe, pour les réparations & les usages, que ceux de la plus belle venue ; on y détruit d'ailleurs tous les ormeaux.

Les statuts locaux, que les habitans se font annuellement, & dont ils ont obtenu trop facilement peut-être l'homologation, sans consulter les Officiers de la Maîtrise, étant souvent en opposition avec l'Ordonnance de 1669 & les Réglemens, mettent dans une position embarrassante le Tribunal chargé d'inspecter leurs bois.

Si la partie du bois présente tant d'amélioration pour le bien de l'Etat, s'il est prouvé que les Officiers des Maîtrises ont toujours été dans

cette position de ne pouvoir y faire le bien dont elle était susceptible, il en a été de même pour la partie des Eaux.

Des propriétaires puissans, dont les travaux ont augmenté les possessions tandis qu'ils détruisaient les possessions opposées, ont mis, par leur crédit, les Officiers des Maîtrises dans la nécessité de ne pas faire des poursuites, ou de cesser des poursuites commencées.

Les Intendans en ont profité; & sous le prétexte de la négligence des Officiers des Maîtrises, pour cette partie essentielle, ils ont surpris la religion de Sa Majesté, au point de faire renverser, par de simples Arrêts du Conseil, la disposition des Ordonnances; en se faisant attribuer, non seulement la partie de l'administration & de la police sur les rivières de la Généralité de Bordeaux; mais même en faisant réunir la partie du contentieux qui leur est relative, à l'arbitraire de leur Jurisdiction, sauf l'appel au Conseil.

Ainsi, contre la disposition des Ordonnances, non légalement révoquées, les Officiers de la Maîtrise eussent été privés de cette partie essentielle de leurs fondions, les habitans de la Province eussent vu s'établir sur leurs propriétés, sur leurs personnes même, la juridiction arbitraire à la place de la juris-

didion légale , & traînés , par l'appel , devant un Tribunal étranger , éloigné , & de simple administration ; ils se fussent vus , contre les privilèges de la Province , contre le traité de sa capitulation , enlever à leurs foyers , à leurs Juges souverains , dans la protection & la justice desquels ils mettaient toute leur confiance , si le Parlement n'avait résisté à ces coups de l'autorité surprise , éclairé la religion de Sa Majesté , & conservé , par ses Arrêts , la Jurisdiction de la Maîtrise.

30 Mais le mal , on ose le dire , en est devenu encore plus grand. Les Intendans ne voulant point se défaire de cette illégale attribution , & pour en conserver le simulacre , ont établi , sur leur commission , deux Inspecteurs , sous le nom de Conservateurs de la navigation , qui réunissent sur leur tête environ 6000 livres d'appointemens pour l'inspection de la rivière de Garonne (1).

(1) Peut-on se plaindre de la négligence des Officiers de la Maîtrise , lorsqu'on voit que l'on a pensé que l'inspection de cette rivière seule était assez pénible & assez coûteuse pour exiger , pour les conservateurs , 6000 liv. d'appointemens , & qu'on fait que les gages réunis des Officiers de la Maîtrise , chargés de cette même inspection par la Loi , sur les rivières

Ce conflit de juridiction a entraîné les suites funestes de l'anarchie ; d'un côté la crainte de

de Garonne, Dordogne ; l'Isle, le Lot, l'Adour, &c. & des bois de la Province, les gages, dit-on, de ces Officiers, réunis, dont les charges forment une masse de capital de finance au-delà de 100,000 livres, ne s'élèvent pas à 600 liv., déduction faite des retenues & impositions royales sur ces mêmes charges, quoique d'après les Edits de création & de réunion des charges, le Maître Particulier dût avoir au moins 1000 liv. à lui seul.

En répartissant sur ces Officiers les 6000 liv. données aux Conservateurs, on n'aurait pas violé la Loi, on aurait excité leur émulation, & on eût eu plus de raison de se plaindre de leur négligence, s'ils n'eussent pas fait leur devoir.

Deux faits feront connaître le bien que produit cette attribution à l'Intendance.

On a voulu rendre la rivière de l'Isle navigable : elle l'est par la profondeur & la quantité de ses eaux ; mais les moulins qui sont très-rapprochés exigeaient nécessairement des écluses pour le passage des bateaux : l'ouvrage a été fait sous la direction des Ponts & Chaussées. Sous le prétexte d'une économie, toujours nuisible pour les ouvrages publics, on s'est contenté de faire des ouvertures aux côtés de la rivière, sans les bâtir. Il a fallu, pour cela, faire des encaissements en bois, qui ont coûté immensément. Le premier débordement a détruit tous ces ouvrages, fait des ravages épouvantables dans les possessions de ceux où les trouées avaient été faites ; & l'immensité des terres portées contre les chaufées des

se compromettre avec le Parlement a empêché M. l'Intendant de faire aucun acte of-

moulins ont tellement gâté la rivière , & augmenté l'impétuosité des eaux , que la majeure partie de ces chauffées ont été emportées. On a repris l'ouvrage , & il est possible que , quoique instruits par l'expérience du passé , on tombe encore dans les mêmes fautes. *Voilà le premier fait. Voici le second.*

Nous ne connaissons d'autre acte de juridiction fait par M. l'Intendant , que celui qui occasionne un très-grave procès en la Maîtrise.

Un gravier s'était formé dans la rivière de Garonne , au territoire de Saint-Albert. Des Appointemens de la Maîtrise , confirmés par l'Arrêt de la Table de Marbre , ordonnèrent qu'il serait labouré pour le détruire. Mais le propriétaire riverain y appuya des ouvrages qui occasionnèrent des accroissemens prodigieux à ses possessions , en même tems que les courans que ces ouvrages jetaient dans la partie opposée , y firent des ravages proportionnés. Plusieurs verbaux n'avaient pas arrêté ce propriétaire , lorsque le sieur *Allemand* , nommé par le Conseil pour dresser un état de la navigation de la Garonne , y inséra ce passage.

« Au territoire de Saint-Albert, sur la rive droite de » la Garonne , aux lieux appelés Desaint & Brebille, il » a été construit trois épis en clayonnage , par le » sieur *** , qui ont été l'unique cause d'une incursion » affreuse du fleuve sur la rive opposée ; dix-huit fa- » milles ont été réduites sur la paille & sans asile , triste » sort dont elles avaient été plusieurs fois menacées par ce » particulier qui , par cette voie barbare , s'est procuré

tenfible de juridiction, jufqu'à l'époque de l'exil du Parlement à Libourne; & de l'autre

» une ifle confidérable. Nous eftimons que la destruction non feulement des trois épis ci-mentionnés, doit être inceffamment ordonnée, mais encore de tous les ouvrages qui ont été faits fucceffivement le long de ladite ifle, lesquels font également très-nuifibles aux habitans de la rive gauche, & à la navigation ».

Ce propriétaire continuant les ouvrages, il fut, en 1786, dreflé contre lui un nouveau verbal, par un Garde de la Maîtrife. Ce verbal fut annullé par la Maîtrife, pour des vices de forme & pour des raifons qui renaient à l'affaire des alluvions, à raifon de fon énoncé. Dans le même tems l'Infpecteur de la navigation (le fieur Jarri) drefla un verbal de ces ouvrages, qui fut rapporté à l'Intendance, & il en émana une condamnation de les détruire, qui fut fignifiée à ce particulier, le 16 Novembre 1786, ainfi qu'il le paraît par les défenses par lui fournies au procès.

Cependant, ayant été fait encore de nouveaux ouvrages, plus avancés, & en charpente, M. le Maître Particulier, en cours de vifite, en a dreflé fon verbal; & il paraît par ces mêmes défenses que ce propriétaire prétend avoir fait ces nouveaux ouvrages avec l'autorifation de cette même puiffance, qui, en 1786, l'avait condamné à en détruire de bien moins nuifibles, qui ont toujours fubfifté, ainfi que ceux énoncés dans le verbal du fieur *Allemand*, qui tous fe trouvent défendus par les ouvrages actuels, & que c'eft le confervateur qui avait dreflé le verbal précédent, qui a donné les alignemens de ces nouveaux travaux.

côté, les Officiers de la Maîtrise, dans la crainte de se compromettre avec le Conseil, n'ont pas osé travailler sur cette partie avec toute l'énergie qu'il eût fallu pour y rétablir l'ordre.

Presque tous les Corps ont tâché d'empiéter sur cette Jurisdiction. Les Matelots sont sujets à la police des Officiers des Maîtrises, pour tous les faits relatifs à la navigation des rivières, leurs manquemens envers les passagers, leurs rixes, &c. Les Commissaires ordonnateurs se sont emparés d'une partie de cette police, sous le prétexte des classes. Ils reçoivent toutes les plaintes qui leur sont portées sur les manquemens commis par les Matelots. Ils les punissent, par voie de police, de la prison; punition momentanée que les Maîtrises n'ont pas le droit d'exercer, & qui peut-être serait utile, si elle n'attentait à la liberté du Citoyen, en mettant la punition arbitraire à la place de la punition de la Loi.

Tels sont les abus de tous les genres qui se sont introduits dans l'administration des Eaux & Forêts, qui, en troublant l'économie, énervent les dispositions de la Loi, & trop souvent la placent sous l'empire de l'arbitraire. Tant qu'elle demeurera dans cet état de trouble, lorsque les limites des Juridictions respectives

ne seront pas invariablement fixées , que la pureté des principes ne sera pas rétablie sur ses antiques bases , il est impossible que le régime produise le bien qu'on avait lieu d'en attendre.

Mais ce n'est point à détruire , pour créer un nouveau régime , dans l'incertitude du mieux , que consiste la sagesse & la prudence. Les anciennes constitutions , a-t-on dit avec raison , qui ont résisté à tous les événemens qui manifestent les abus , à ces réclamations qu'ils excitent dans tous les tems , font naturellement présumer un plan qui a tenu à quelque chose d'utile & de nécessaire. C'est ainsi que pensait M. de Montesquieu , lorsqu'il a dit : *Les anciennes institutions sont des corrections , les nouvelles sont des abus.*

Que l'on s'occupe donc de rétablir le régime dans une forme stable ; qu'on corrige les abus , & qu'on force sur-tout d'exécuter la Loi.

C'est alors que les Officiers des Maîtrises , excités autant par leur devoir & par le desir d'être utiles , que par la considération nécessaire qui sera attachée à leurs travaux , trouvant dans leurs appointemens les moyens de faire leur devoir sans s'écraser par les dépenses , veilleront avec activité à cette police ,

d'où renaitra la régénération des bois, la facilité & la commodité de la navigation intérieure, la salubrité de l'air & la fertilisation des campagnes.

Mais si l'on devait les laisser dans l'état où ils sont, dans cette incertitude où les plongent & ces conflits de Jurisdiction & ces entraves multipliées que leur présentent la puissance, le crédit, l'arbitraire mis à la place de la Loi, ils préféreraient une destruction absolue à un état aussi précaire, où ils ne peuvent pas empêcher le mal qu'ils voient s'opérer, sous leurs yeux, ni faire tout le bien qu'ils désireraient, & que leurs fonctions les mettrait à même de produire.

La partie des Eaux & Forêts est trop intéressante pour ne pas mériter dans l'Assemblée nationale l'attention d'un Roi bon, juste, & qui ne veut que le bonheur de son peuple, des Représentans de la Nation, qui ne chercheront qu'à opérer le bien, & d'un Ministre patriote dont les travaux & l'administration prouvent qu'il cherche à imiter ces Ministres célèbres & si chers aux Français, *Sulli* & *Colbert*, dont il a si dignement célébré les vertus, & dont il réunit les qualités & les vues.

Déjà nous savons que des projets (1) lui ont été présentés pour cette partie : ils seront mis sous les yeux des Représentans de la

(1) Ce projet, qui est de M. de Chayfac, Grand Maître du Département de Paris, consisterait à associer les Provinces au régime des Eaux & Forêts, qui est purement ministériel.

Les Etats Provinciaux chargeraient dans chaque Canton les Collecteurs des Paroisses de faire part à la Commission Intermédiaire de tous les délits qui se commettraient & dont ils auraient connaissance. La Commission Intermédiaire en enverrait la note toutes les quinzaines aux Officiers des Maîtrises, qui seraient tenus de faire constater légalement par les Gardes ceux qui ne l'auraient pas déjà été, & d'envoyer tous les mois à la Commission Intermédiaire une note des procès-verbaux des Gardes, qui serait confrontée avec les rapports faits à la Commission Intermédiaire par les Collecteurs, afin que la vigilance des uns & des autres fût sans cesse éclairée.

Les Officiers des Maîtrises seraient tenus de se rendre tous les ans aux Assemblées du District, ou à celle de la Commission Intermédiaire, pour y conférer, à des jours fixés sur la matière des Eaux & Forêts, trouver les moyens de remédier aux abus, & de faire des améliorations. Les nouveaux canaux, l'entretien des rivières, les recuremens, les communaux, l'entretien des bois, leur reproduction, au moyen des nouvelles plantations, seraient les objets de ces conférences. Leurs résultats seraient portés aux Etats

Nation. Puissé leur développement produire le bien dont leur exécution paraît susceptible !

SUR QUOI, eue délibération, la MAITRISE PARTICULIERE, considérant que le Discours du Procureur du Roi présente l'ensemble du régime des Eaux & Forêts sous un point de vue simple, & fait ressortir sa nécessité;

Provinciaux où le Grand Maître du Département assisterait en qualité de Commissaire du Roi pour cette partie; & là on déciderait quels seraient les fonds qu'on emploierait à ces ouvrages, quels seraient les objets qui auraient besoin de nouveaux réglemens, afin d'obtenir l'autorisation du Roi.

Ce serait là que les Officiers des Maîtrises recevraient, par les éloges des Représentans de leur Province, la récompense la plus flatteuse de leurs travaux, s'ils remplissaient leur devoir avec exactitude. Le desir de se faire connaître & la crainte du blâme, formeraient des objets d'émulation bien puissans auprès des gens honnêtes.

Les éclaircissemens que l'on prendrait ainsi sur la différence de la nature du sol, objet qui doit nécessairement influer sur l'aménagement des bois donneraient lieu à des réglemens d'autant plus utiles qu'ils seraient fondés sur les connaissances locales.

Que

Que les abus qu'il relève sont la vraie cause du désordre qui s'est glissé dans cette partie si essentielle de l'administration ;

Qu'il est nécessaire de mettre sous les yeux du Roi , dans l'Assemblée des Etats, Généraux, le danger d'une disette absolue pour les bois, si l'on ne rétablit l'activité de cette police, qu'il a été impossible aux Officiers des Maîtrises de maintenir, par les entraves qu'on a mises de toutes parts à leur zèle, & qui les ont plongés dans le découragement ;

Que dans la circonstance actuelle tout bon Citoyen doit faire preuve de zèle & de patriotisme, en dénonçant au Roi & à la Nation les différens abus qu'il a remarqués dans le régime de son état ;

Que les Officiers de la Maîtrise eussent relevé ces abus, afin de les faire insérer dans les cahiers des doléances de la Province, s'ils eussent pu se présenter aux Assemblées où la rédaction doit en être faite :

Considérant que le Discours du Procureur du Roi remplit ce but, & qu'il serait essentiel pour la Maîtrise de lui donner de la publicité,

A été unanimement délibéré que le sieur Procureur du Roi serait prié de donner son Discours pour être imprimé & rendu public ;

(50)

qu'un exemplaire en sera remis, au nom du Tribunal, à chacun de Messieurs les Députés de la Sénéchaussée aux Etats Généraux; qu'il en sera pareillement adressé un exemplaire à Monseigneur le Directeur Général des Finances. Et a, ledit sieur Procureur du Roi, consenti à la présente délibération, qu'il a signée avec les Officiers.

Signé de Messieurs GUYET DE LAPRADE, Maître Particulier; LAFOURCADE, Lieutenant; LABESSE, Garde-Marteau; DUFORT, Avocat, pour le Procureur du Roi; & CHAIGNE, Greffier en chef.

F I N.